

LE DÉMOCRATE CHRÉTIEN

JAB
CH-1205 Genève
PP | Journal

LE TEMPS DES IDÉES NOUVELLES

05 | Projet de
budget 2018

07 | DETA :
une rentrée efficace

15 | Développons
l'accessibilité pour tous

le déménagement en douceur



BALESTRAFIC

Certifié **Charte** Qualité
AGED
2011

17-19 rue Baylon - 1227 Carouge - Tél. 022 308 88 00 - www.balestrafic.ch



19 rue de la Maison-Forte - 1287 Laconnex Genève
Tél.: 022 756 11 07 - Fax : 022 756 14 54
Mobile : 079 423 32 54 - rovinci@bluewin.ch

LOCATELLI MAX SA
ÉLECTRICITÉ - CÂBLAGE INFORMATIQUE

SWISSCOM Partenaire

Rue de Genève 3 - 1225 CHÊNE-BOURG - Tél. 022 348 33 55

AGENDA OCTOBRE – NOVEMBRE

Kermesse du PDC Genève
6 octobre – 18h30 - 21h00

Salle du Vélodrome
Ch. De la Mère Voie 60
1228 Plan-les-Ouates
Organisation PDC Cantonal et PDC Plan-les-Ouates
18h30 - 20h00 : Discours de notre Président et de nos deux Conseillers d'Etat, apéritif et « village des groupements et commissions du PDC »
Dès 20h : repas (paëlla)

Réunion du groupement féminin
17 octobre et 12 décembre – 18h15

Siège du parti 9 rue Alcide-Jentzer
1^{er} étage code 9123A

Vacances scolaires
Du 23 au 27 octobre

Session femmes PDC national
3 et 4 novembre 2017

Delémont

Conférence des Présidents
des associations PDC (CPA)
8 novembre – 19h00

Siège du parti 9 rue Alcide-Jentzer
1^{er} étage code 9123A

SOUTENIR LE PDC

Vous partagez les idées de notre parti et de nos élus ?
N'hésitez pas à nous soutenir en faisant un don.
Vous contribuerez ainsi à aider le PDC à porter ses idées et valeurs lors des votations et élections.

Compte CCP : 12-3964-3
Iban : CH13 0900 0000 1200 3964 3
Parti Démocrate-Chrétien (PDC Genève)
Motif versement : don

DU BIEN COMMUN

Les hannetons sont de retour. Avec eux, les élections et les barbiers qui rasant gratis. L'année de tous les dangers, celle de l'immobilisme par essence, ne pas froisser, ne pas vexer, sentir le vent...

Bigre, pas simple.

Alors que faire avec un budget si déficitaire, sachant que l'avenir n'est pas rose avec la recapitalisation de la caisse de pension de l'Etat, la réforme de l'imposition des entreprises et la baisse des rentrées fiscales.

Les réformes structurelles sont obligatoires et le Conseil d'Etat s'y est engagé.

Notre ministre des finances s'est démené comme un beau diable pour contenir les charges à moins de 2% et obtenir un accord de ses 6 collègues.

Le Conseil d'Etat a l'obligation de présenter un budget et il l'a fait.

Au parlement de travailler, sereinement, efficacement, en pensant en premier lieu au canton.

Sera-t-il capable de le faire ?

Mais une chose est certaine, le PDC sera derrière son ministre des finances.

Serge Dal Busco fait un travail admirable. Il a tiré la sonnette d'alarme à plusieurs reprises mais ses collègues ne l'ont pas suivi.

Il aurait pu se désolidariser et faire cavalier seul.

Mais il a comme principe de défendre la collégialité. Une valeur PDC ; être le catalyseur,

le trait d'union. Pas sexy mais essentiel.

Nous ne sommes pas un parti clientéliste.

Alors nous n'allons pas nous taire et soutenir une réforme de l'Etat qui devra être courageuse, même en année électorale.

Il faut que la population fasse un choix en avril 2018.

Donner une claire majorité au centre droit pour que nous puissions durant 5 ans réformer l'Etat.

Le choix devra être fait sur des propositions précises.

Le PDC va le faire en synergie avec nos cousins PLR.

Réformer ou augmenter les impôts, c'est la question.

Mais dans toutes nos propositions nous allons mettre en avant nos valeurs : défendre les plus faibles (réformes garantissant les aides sociales pour ceux qui en ont besoin), mettre en avant la solidarité (travailler ensemble et non défendre ses propres intérêts) par exemple entre l'Etat et les communes, entre les différentes classes sociales et d'âges, le Bien commun (un Etat travaillant pour ses usagers et non pour lui-même) et la subsidiarité (déléguer les tâches non prioritaires et faire confiance au privé).

Ne tombons pas dans le pessimisme, soyons positif et surtout constructif malgré les temps difficiles.

Bertrand Buchs, président

SOMMAIRE

- 5 **BUDGET 2018**
Point de situation avec Serge Dal Busco
- 6 **GRAMSCI NE MEURT JAMAIS !**
Notre nouvelle rubrique idées
- 7 **LA RENTRÉE ÉPOUSTOUFLANTE DU DETA**
Avec Luc Barthassat
- 9 **LE PDC, VERSION GROUPEMENT FÉMININ**
- 10 **NOS DÉPUTÉES ET DÉPUTÉS**
Rencontre avec Marie-Thérèse Engelberts
- 12 **PDC GRAND-SACONNEX**
Une Commune de Rive-Droite
qui rêve de changer de rive
- 15 **AMÉNAGEMENT HANDI-PLAGE**
Le PDC-Versoix milite pour l'accessibilité
des personnes à mobilité réduite

Editeur Responsable

Basile Dacorogna, secrétaire général
du Parti Démocrate-Chrétien

Rédacteur en chef

Basile Dacorogna

Graphisme, maquette et réalisation

Loris Grillet, loriskumo.com

Impression

Molésou Impressions - 1400ex.

Contact

Le Démocrate Chrétien

Rue Alcide-Jentzer 9

1205 Genève

T. 022 328 20 11

F. 022 328 88 66

info@pdc-ge.ch

pdc-ge.ch

facebook.com/genevepdc

BUDGET 2018

Point de situation avec Serge Dal Busco

Le Conseil d'Etat a présenté, le 12 septembre dernier, son projet de budget 2018 avec un déficit de 260 millions. Un résultat que vous avez qualifié dans les médias de «pas satisfaisant mais acceptable».

Serge Dal Busco: Effectivement. J'ai pleinement conscience des limites de l'exercice effectué. Le projet de budget 2018 est loin d'être satisfaisant. Fruit d'un consensus, il est issu de longs mois de travaux et d'arbitrages effectués par le Conseil d'Etat pour réduire le déficit et limiter la croissance des charges à 1,9%. Pour vous donner une idée, lorsque le département des finances a compilé toutes les demandes des départements avant l'été, nous étions à +3,8% d'augmentation des charges, soit un déficit de plus de 480 millions. Nous avons donc cherché à limiter au mieux l'augmentation des dépenses –notamment dans le domaine social– tout en préservant les prestations publiques malgré la baisse des recettes fiscales. C'est dans cet esprit pragmatique que le Conseil d'Etat a adopté à l'unanimité ce projet de budget susceptible de recueillir une majorité au Grand Conseil.

Comment expliquer cette croissance des charges ?

La croissance des charges est principalement liée à des obligations légales du canton et aux évolutions structurelles de notre société, au plan démographique et au niveau social. Les principales augmentations de dépenses concernent les domaines de la formation, de l'action sociale, du handicap et de la santé. D'autre part, la contribution de Genève à la péréquation financière intercantonale augmente à hauteur de 43 millions, pour atteindre près de 300 millions de francs de contribution nette. Face aux charges, l'évolution des revenus fiscaux marque le pas, dans la continuation d'une tendance conjoncturelle apparue l'année précédente. Selon les informations actuellement disponibles, une stagnation –voire un léger recul– est anticipée tant pour l'impôt des personnes physiques que pour celui des personnes morales. Le temps des belles années où les nouvelles dépenses étaient couvertes par des augmentations de revenus est terminé.

Un résultat qui aurait été plus préoccupant encore sans les mesures d'efficience prises par le Conseil d'Etat depuis 2015...

Oui, c'est certain. Les mesures récurrentes mises en œuvre depuis deux ans amélioreront le résultat 2017 de quelque 370 millions. Pour 2018, grâce à des mesures supplémentaires à hauteur d'une centaine de millions, l'effet cumulé sur le résultat peut être évalué à environ 470 millions. Le calcul est donc vite fait : sans les efforts d'efficience de ces deux dernières années, le déficit du projet de budget 2018 aurait culminé à plus de 700 millions.

Il convient aussi de noter que sur les trois années antérieures, les comptes font apparaître un résultat cumulé excédentaire d'une trentaine de millions auxquels s'ajoute, sur la même période, une provision d'environ 450 millions pour la caisse de pension (CPEG). Ce résultat est donc satisfaisant pour une période marquée par un ralentissement économique au niveau international et national. Mais cela ne doit pas masquer les problèmes structurels que nous connaissons. L'Etat connaît un problème de croissance des charges qui n'est pas sain au vu des défis à relever à court terme (PF17, CPEG, etc.).

Comment envisagez-vous la suite des opérations ?

Les mesures d'efficience et la recherche d'économie dans le fonctionnement courant de l'Etat ont atteint leurs limites. Ce travail était nécessaire avant d'envisager de nouveaux efforts. Il n'est plus suffisant. Désormais, l'objectif de retour à l'équilibre ne pourra se faire qu'avec des mesures structurelles. Il s'agit donc dès à présent de questionner la nature et la pertinence de certaines prestations, mais aussi la façon et l'échelon le plus adapté pour les délivrer. Un plan d'assainissement sera élaboré dans ce sens par le Conseil d'Etat car nous n'entendons pas nous défausser sur la prochaine législature. Rien ne sera possible sans le soutien du Grand Conseil. J'en appelle donc au sens des responsabilités de toutes les forces constructives du Parlement pour soutenir cette démarche de manière à équilibrer durablement les finances de notre canton et à faire en sorte d'offrir à la génération montante un cadre de vie dynamique et porteur d'avenir.

Propos recueillis par Basile Dacorogna

GRAMSCI NE MEURT JAMAIS !

« Le ‘nous et eux’ qu’impose la conviction que nous avons à fonder l’action politique sur l’évidence du dissensus, ce ‘nous et eux’ n’est décidément pas affaire d’identification, mais de détermination d’une cause, une grande cause, qui vaille la peine que l’on s’y risque, et qui dise ce à quoi l’on tient. »

Figure intellectuelle, reconnue des deux côtés de l’Atlantique, Marielle Macé ne manque ni de talent d’écriture ni de capacité d’analyse pour nous orienter dans le monde qui vient. En s’appuyant sur la littérature, elle mène un magnifique travail analytique de nos modes de vie ; les valeurs qu’ils sous-tendent, les engagements qu’ils déclenchent. Cette brillante intellectuelle n’est pas très médiatique. Elle ne participe pas du concert de cris, le plus souvent mélancoliques voire réactionnaires, qui semblent accompagner la partie la plus visible de la scène des idées en Europe depuis quelques années. Pourtant, elle est une figure pleinement engagée dans la bataille des idées, participant par son œuvre à un réarmement idéologique certain de la gauche européenne.

Alors si l’on parle de cette jeune universitaire de gauche dans un journal démocrate-chrétien, c’est peut-être que sa figure finalement nous hante, une fois l’avoir lue. Elle fait peser sur nous l’ombre d’une inquiétude : et si nous, démocrates-chrétiens, surtout au niveau national, ne pensons plus ? Et si nous ne savions plus « déterminer une grande cause », dire « à quoi l’on tient » ?

En effet, depuis vingt ans, nous semblons chercher notre identité. Notre parti peine à se projeter dans l’ordre idéologique du pays. Nous assistons effarés à un véritable front dans la bataille culturelle venant de la droite nationaliste qui depuis la votation sur

l’Espace économique européen (EEE) en 1992 a réussi, en quelques années, à porter une vision du monde, former des élus et surtout, forger et imposer ses concepts dans le débat national. Fondée sur la célèbre grammaire de conquête du pouvoir, il n’y pas de victoire électorale durable sans victoire idéologique, l’UDC a conquis de larges pans de la carte électorale du pays, notamment nos fiefs de Suisse centrale en y imposant ses thèmes et son discours.

Or, notre incapacité à mener la bataille face à l’UDC s’explique par notre effacement intellectuel dans la bataille des idées. Il suffisait de lire pourtant Antonio Gramsci. Ce penseur italien marxiste a théorisé de manière implacable la conquête du pouvoir. Critique de Karl Marx qui selon lui sous-estimait le poids des mythes et des idées, il défendait la thèse que les communistes devaient porter une attention particulière à la question des idées, en menant un véritable combat idéologique sur les questions de valeurs, de philosophie, de culture et ainsi, préparer l’adhésion des masses à un projet, avec l’appui de véritables intellectuels organiques. Pour le dire plus simplement, pour gagner des élections, il faut gagner la bataille des idées.

Il n’y a pas lieu ici de célébrer la figure militante communiste d’Antonio Gramsci mais de s’intéresser au brillant théoricien de la conquête du pouvoir, de montrer que l’idéologie est constitutive du politique, qu’elle est un outil de transformation du réel. Dans

une démocratie mature et stabilisée, elle ne se construit pas comme un système clos, comme on la connote souvent de manière négative, mais comme un ensemble de valeurs ouvert, traçant un horizon de sens à l'action politique quotidienne.

C'est dans cet état d'esprit que nous concevons cette nouvelle rubrique « idées » qui s'ouvre à l'occasion de ce numéro du journal.

Dans les mois à venir, nous chercherons à construire des pistes de réflexion sur toute une série de sujets pour répondre aux interrogations du moment.

Ainsi, dès novembre prochain, nous mènerons une réflexion sur l'imaginaire historique qui anime notre pays, et la manière dont il est interprété dans le champ politique. Quelle lecture démocrate-chrétienne proposer de l'histoire du pays? Comment théoriser un projet politique faisant sens par rapport à celle-ci? Autant de questions pour aujourd'hui et surtout, pour demain, lorsqu'il s'agira d'offrir une vision d'un pays connecté avec l'extérieur.

A la fin de l'année, veille des élections cantonales, nous interrogerons la figure de l'élu dans notre société. Quel doit être son rôle dans l'animation du débat démocratique? Quelle place pour le charisme en politique? Quelle figure de gouvernement au XXI^e siècle? Nous montrerons que « résister au populisme, exige de résister au bashing des politiques » dans une époque où il est si répandu. Ces pages sont ouvertes à toutes et tous. Elles seront un espace de dialogue, parfois de confrontation. Elles se veulent surtout un lieu de liberté, pour penser notre époque. Avec une conviction : ce sont les idées, les représentations et les imaginaires qui font vivre la politique. C'est pour cela que Gramsci ne meurt jamais.

Benoît Cerutti
Membre du PDC

LE DETA : UNE RENTRÉE ÉPOUSTOUFLANTE

La rentrée 2017 englobe une série de nouveautés au sein du département de Luc Barthassat. Qu'il s'agisse de transports publics, de mobilité douce, de transports individuels motorisés, d'agriculture ou de Biodiversité, le DETA n'a pas ménagé ses efforts pendant l'été pour une rentrée en fanfare. Interview.

Luc Barthassat, pouvez-vous, nous parler de votre rentrée, en matière de mobilité ?

Luc Barthassat : le 14 août, nous avons mis en place une phase-test pour autoriser les deux-roues motorisés à circuler dans la voie de bus, sur la route des Jeunes. Ce test a été réalisé conjointement par la direction générale des transports ainsi que la police. Si le bilan devait s'avérer positif, l'autorisation pourrait être étendue à d'autres voies-bus du canton.

Le 15 septembre s'est ouverte l'exposition présentant le projet de la Route des Nations, qui doit relier la rue de Lausanne à l'autoroute, dans le périmètre du Grand-Saconnex. Une infrastructure essentiellement souterraine qui permettra de diminuer la pression du trafic sur le cœur de la commune pour y développer convivialité et calme, autant d'éléments fondamentaux pour la qualité de vie des riverains. Cette nouvelle route (la première que Genève construit depuis l'autoroute de contournement en 1993) permettra de réduire les temps de parcours de toute la rive droite, de mieux desservir les organisations internationales, en voiture bien sûr, mais aussi en transports publics : certaines lignes de bus express emprunteront elles aussi la Route des Nations. Puis, dans un second temps, c'est l'extension du tram 15 jusqu'au Grand-Saconnex qui viendra doper la mobilité collective de ce secteur du canton.

Du côté des transports collectifs, le wifi gratuit est désormais disponible dans une quarantaine de véhicules des TPG, avant sans doute d'être généralisé à l'ensemble du réseau. A peine proposé, le wifi gratuit dans les TPG rencontrait un succès immédiat auprès des usagers, avec plus de 13 000 connexions par jour !

Et en matière d'environnement ?

La plage des Eaux Vives prend vie. Nous avons posé le premier galet le 15 septembre. Nous avons réussi à lever toutes les oppositions à ce projet après avoir réuni tous les acteurs, les futurs usagers comme les milieux de l'environnement, qui ne se parlaient plus depuis trop longtemps,

La distribution des P'tites poubelles vertes suit son train. Aujourd'hui, plus de 130 000 de ces kits de tri ont été distribués à la population. La P'tite poubelle verte a ainsi été adoptée par de très nombreux Genevoises et Genevois. Cet engouement s'est traduit, au cours du premier trimestre 2017, par une hausse globale de 40% des quantités de déchets organiques collectés dans la trentaine de communes participant à l'action. La réussite définitive de cette opération repose désormais sur l'engagement de la population, appelée à poursuivre ses efforts de tri au quotidien.

La Traversée du lac, ça avance ?

Oui, et cela conformément au planning. Après plusieurs mois d'études, le Conseil consultatif sur la Traversée vient de remettre sa recommandation sur la nature de l'ouvrage devant être construit pour franchir le lac et créer un véritable périphérique autoroutier autour de Genève.

Son verdict: Genève doit choisir un pont, en partie immergé aux abords des rives. De son côté, le Grand Conseil est saisi d'un crédit d'étude de 6.5 millions qui a été élaboré conjointement avec mon collègue Serge Dal Busco. Il a pour vocation d'améliorer la qualité du projet, en matière environnementale et d'insertion territoriale.

La mobilité douce, parent pauvre du DETA ?

Bien au contraire car du côté de la mobilité douce, le 1^{er} octobre aura lieu la quatrième édition de la Journée sans ma voiture. Comme l'année dernière à la même époque, les genevois seront invités à s'emparer des routes autour de la Rade et sur le pont du Mont-Blanc, interdites au trafic, pour y faire

ce qu'ils souhaitent, après avoir partagé un pic-nic géant sur le pont. Une bonne occasion de s'y rendre en testant un vélo-électrique.

Et jusqu'à la fin de l'année, le DETA subventionne l'association Genève roule pour qu'elle mette à disposition des genevois, des vélos électriques, de manière à tester ce mode de déplacement écologique, silencieux et rapide pendant un mois à un tarif préférentiel. C'est un encouragement pour découvrir les avantages des eBikes et ainsi inciter la population à se laisser séduire par cette manière urbaine et efficace de se déplacer.

De plus, n'oubliez pas d'inscrire dans vos agendas la date du 15 octobre. Le DETA a réanimé le « Slow UP » en lui offrant une nouvelle peau et par la même occasion un nouveau nom. La population pourra venir à pieds, à vélo, en trottinette ou sur des patins à roulettes pour profiter d'une journée de plaisir, de partage et d'échanges, en passant d'un stand à l'autre.

Pour finir, parlez-nous des feux de circulation, du nouveau ?

Le programme de suppression des feux de signalisation inutiles, lancé en juin par le DETA, se poursuit. Tout récemment, ce sont les feux de la rue Harry-Marc qui viennent d'être démontés, pour augmenter la fluidité du trafic dans le secteur de Plainpalais, et permettre la création d'une bande cyclable, de 38 places de parking pour les scooters et 6 pour les vélos. D'ici la fin de l'année, ce ne sont pas moins de 113 feux tricolores qui seront supprimés. A ces suppressions, vient s'ajouter la mise à l'orange clignotant de dizaines de carrefours le dimanche, toujours dans un objectif de fluidification du trafic. Une mesure qui suit la démarche de la mise au clignotant des feux la nuit, qui a permis des gains de temps de déplacement conséquent depuis sa mise en place.

Vous briguez un second mandat au Conseil d'Etat, comment envisagez-vous la campagne qui s'annonce ?

Sincèrement, je me réjouis, car j'adore être en campagne. Comme en 2013, je prévois des moments de convivialité sous mon hangar, soyez toutes et tous les bienvenues :

- _ **le 18 octobre** : pour la Brisolée de la St-Luc
- _ **le 15 mars** : pour la traditionnelle fondue

Propos recueillis par Basile Dacorogna



LE PDC, VERSION GROUPEMENT FÉMININ

Traite des êtres humains, des victimes invisibles

L'accroche est percutante, la réalité est désolante, désarmante.

Lorsque l'on parle de la traite des êtres humains, l'esprit se projette dans les reflets historiques dramatiques. Cela semble lointain, sous les relents d'un colonialisme passéiste, relaté dans la filmographie grâce à la Mémoire qui se veut bienveillante.

Pourtant la traite des êtres humains nous concerne toujours, aussi à Genève, peut-être à quelques pas de notre vie confortable.

Afin de mieux comprendre cette triste réalité et soutenir la cause des victimes considérées comme « marchandise corvéable à merci », les Femmes démocrates chrétiennes ont invité Anne Marie von Arx-Vernon à venir présenter la cause qu'elle défend depuis plus de vingt ans.

Elle nous parle alors de l'exploitation de la force de travail qui représente 70% de la traite des êtres humains (économie domestique) et 30% de prostitution forcée. Violences, femmes terrorisées, mariages forcés et mendicité obligée sont les réalités de notre canton.

Elle nous rend attentives à l'importance des HUG avec son service de consultation des sans-papiers qui permet d'établir le contact, de la BPTI (brigade de lutte contre la traite des êtres humains et la prostitution illicite) qui, grâce à la volonté politique de Pierre Maudet, a été créée à Genève afin d'intervenir contre cette horreur. La campagne menée dans les tpg « Vous êtes victime ou vous êtes témoin » a permis de sensibiliser le public à cette problématique en démontrant le rôle que peut jouer le voisinage ou les associations de parents pour dénoncer toute exploitation.

Le Cœur des Grottes offre un lieu d'accueil, un lieu d'écoute, une maison pour se reconstruire au fil des mois, voire des années. L'objectif : reprendre

confiance en soi en entrant dans un processus de formation afin de devenir indépendante financièrement parlant. La famille qui se crée alors est solidaire et stimulante pour assurer un avenir à Genève ou dans le pays d'origine en cas de retour.

Les femmes DC genevoises

Elles sont visibles au Grand Conseil, dans les communes genevoises, elles se sont mobilisées pour s'investir en politique, pour le Canton de Genève, à l'occasion des prochaines élections cantonales du printemps 2018. Ainsi Anne-Marie, Geneviève, Alexandra, Delphine, Claude, Thérèse, Catherine F., Patricia, Melinda, Emanuelle, Sylviane, Alia, Cosima, Catherine M, Hélène, Gaëlle, Houda, Laurence, Michèle, Isabelle, Martine... s'inscriront sur les listes des candidates, prêtes à s'investir et à s'engager pour Genève et pour défendre les valeurs du PDC.

Les moments de rencontre

- _ CLAFG, le Centre de liaison des associations féminines genevoises, fête cette année ses 80 ans. Une soirée de commémoration est organisée le 5 octobre à la Société de Lecture.
- _ La solidarité féminine s'exprime sur les sommets. Madame Anne-Marie Sauthier-Luyet, vice-présidente du Grand Conseil valaisan, est venue saluer les Député-e-s du Grand Conseil genevois lors de leur sortie à Fiescheralp, au pied du Glacier d'Aletsch, le 16 septembre dernier. Les deux députées PDC étaient présentes et heureuses d'échanger avec elle sur les problématiques actuelles.

*Geneviève Arnold
Députée*



Afin de (re) découvrir nos députés au Grand Conseil nous vous proposerons chaque mois, au moins, une interview d'un député du PDC.

MARIE-THÉRÈSE ENGELBERTS

Pour la quatrième édition de cette rubrique du journal nous partons à la rencontre de Marie-Thérèse Engelberts, députée qui siège en indépendante mais qui est membre du PDC et collabore activement avec la députation du parti.

Maman de 2 filles. Grand-maman de 6 petits enfants. Je vis avec mon compagnon depuis 18 ans.

Infirmière et pédagogue de formation, mon parcours professionnel a changé environ tous les 10 ans. Infirmière à domicile a été mon 1^{er} travail comme responsable du quartier de la Jonction. Quelle découverte enthousiaste de pouvoir rencontrer dans leur environnement des « patients » à domicile. Dynamisant de pouvoir mobiliser leurs ressources et celles de l'ensemble des acteurs de ce quartier vivant, solidaire et bienveillant envers les personnes âgées. J'ai beaucoup aimé m'investir et créer des liens particuliers entre les différentes populations, en créant par exemple, une chaîne de grand-mamans faisant du baby sitting. Etre infirmière c'est chercher et créer des opportunités nouvelles, des relais de communication entre toutes s'ajoutant aux soins spécifiques. C'est une force et un plaisir qui ne s'est pas atténué avec le temps! Et c'est ce temps qu'il faudrait donner aujourd'hui aux soignants...

Très tôt, je me suis sentie attirée par la santé publique et la formation pédagogique. La naissance de ma première fille m'a fait choisir la formation à la Faculté de Psychologie et de Pédagogie à Genève. S'ensuivirent 5 années de formation, puis 5 autres années d'assistantat en Education des Adultes. Ce passage tardif à l'université m'a fait comprendre

que je suis une femme de projet et que je me sens bien dans la réalisation avec un cadre théorique de référence. Mon mémoire de licence a d'ailleurs porté sur une action collective de formation à l'Hôpital de gériatrie qui venait de s'ouvrir (aujourd'hui hôpital des Trois Chênes).

Arrive la naissance de ma 2^{ème} fille!

Après les domaines de la santé et de la formation, il y a comme une envie de changement, de rupture. L'envie d'un autre monde. Je choisis l'entreprise. Ce sera International Digital Equipment, multinationale dont le siège était à Genève. Je vais y travailler 4 ans dans toute l'Europe comme formatrice dans les domaines de la communication, du changement, de l'évaluation, de la négociation et de la gestion-projet auprès des ingénieurs. Un rythme d'enfer! Mais il y a surtout la culture d'entreprise qui valorise les ressources des uns et des autres et ne blâme pas les erreurs, mais les analyses pour en tirer des enseignements. Je me retrouve dans une dynamique d'ouverture et de reconnaissance qui donne une confiance et estime de soi incroyable. Je ne l'ai jamais plus rencontrée de manière aussi vivace... ni oubliée dans mon action professionnelle par la suite.

Puis c'est la direction de l'Ecole Le Bon Secours (aujourd'hui Haute Ecole de Santé) avec le projet de réaliser une restructuration institutionnelle et organisationnelle.

Nous avons aussi ouvert deux crèches, 1^{er} partenariat public/privé avec la ville de Genève. J'ai voulu ouvrir l'école sur le monde en introduisant, par exemple, la réalisation de stages obligatoires à l'étranger. Avec 30 enseignants de l'école, nous

avons mis au point un projet de développement en Albanie auprès des quatre écoles de soins infirmiers du pays et restructuré la filière des soins infirmiers à l'Hôpital Universitaire de Tirana. Cela fut le résultat d'une négociation avec le canton de Genève et la Confédération sur 15 ans. J'ai pu le conduire pendant les 8 premières années avec des résultats constructifs.

Ensuite ce fut le choc et la rupture politique avec ma candidature au Conseil Administratif de la ville de Genève. Cela fut dû à une procédure judiciaire suite à une nauséabonde cabale politique. Un Non-Lieu s'en suivit obtenu 4 ans plus tard !

Il fallait rebondir ! Et c'est au CICR que j'ai terminé ma carrière professionnelle en partant en missions. J'ai retrouvé le milieu hospitalier dans un premier temps, puis le milieu carcéral en Colombie où je fus responsable d'évaluer le respect des droits fondamentaux des détenus en matière de santé et de son organisation, le fonctionnement et les infrastructures des différents services de santé des prisons.

Le fil conducteur de la santé et de la formation poursuit sa route. Après 4 ans de missions, retour au siège du CICR où je deviens responsable de l'Unité des cadres supérieurs. La boucle est bouclée.

Pourquoi avoir choisi le MCG ?

A la fin de mon parcours professionnel, je souhaitais me réinsérer dans la vie publique genevoise et la Constituante représentait à mes yeux le moment propice. Participer à la Constituante a été un moment fort, nécessitant de travailler sur la vision de la démocratie, les droits et devoirs qu'elle implique. La responsabilité de définir une vision de notre canton dans la Confédération, sa philosophie, ses choix politiques en conscience. Sollicitée par le MCG, j'ai cru voir une opportunité d'une démarche nouvelle au sein d'un groupement se disant ni de droite, ni de gauche. J'ai agi loyalement jusqu'au jour où mes valeurs fondamentales n'étant plus respectées, j'ai décidé de quitter celui-ci. Je voulais le faire de manière élégante et cela a pris un certain temps.

Je vis toutefois mon retour au PDC et son accueil comme un bien-être retrouvé. Un apaisement de l'âme et de l'esprit. Il me semble ne l'avoir jamais quitté ! Je remercie tous ceux qui m'ont accueillie chaleureusement dans la commune de Veyrier, au

Parlement et les divers groupes de travail au sein du parti.

Que représente pour vous le fait d'être députée indépendante ?

C'est avant tout la frustration de ne pas pouvoir siéger en commissions. Mais c'est aussi un moment de recul qui permet de regarder la vie politique dans son ensemble et d'en tirer des enseignements.

Frustrations de ne pas être au cœur des jeux politiques, mais en même temps la liberté du temps retrouvé pour approfondir les sujets et les débats.

Je souhaite donc faire partie de la liste du PDC aux prochaines élections cantonales et contribuer avec toutes et tous à augmenter le nombre de députés, à démontrer la force des équilibres que nous recherchons. Travailler en mobilisant nos ressources, avec rigueur, responsabilité et enthousiasme.

Vous êtes aussi membre du Conseil d'administration de l'IMAD que vous apporte cette expérience ?

Faire partie d'un Conseil d'Administration n'est pas chose aisée. Avoir toujours à l'esprit la vision institutionnelle et ses relations avec l'ensemble du réseau de soins, nécessite des connaissances, des savoirs spécifiques. C'est aussi s'impliquer en tenant compte de l'apport des autres commissaires et évoluer et valider le développement de l'institution. Tenir compte des relations avec le Département concerné, la législation et le travail de la députation, en particulier avec la commission de la santé, du social et des finances ! Mettre tous ces paramètres en action pour être véritablement une force de proposition pour l'institution. C'est une exigence et une responsabilité, mais aussi un vrai plaisir qui me ramène aux sources de mes motivations professionnelles.

*Marie-Thérèse Engelberts
Députée indépendante, membre du PDC*



UNE COMMUNE DE RIVE-DROITE QUI RÊVE DE CHANGER DE RIVE, MAIS PAS N'IMPORTE LAQUELLE ?



Est-ce que la politique genevoise se fait depuis trop longtemps par des députés de la rive gauche, pour la rive gauche et probablement au détriment de la rive droite ?

Nos ancêtres «Droitiers» se trouvaient pour la plupart sur les terres françaises à patates convoitées et données à Genève avec les êtres humains qui s'y trouvaient. Après avoir réalisé que les «patates» de la rive droite du lac étaient bien médiocres par rapport à celles de la «Champagne» pour ne citer qu'elle, nos édiles, à coup de 0.50 ct/m² de terre agricole, ont convaincu les «Droitiers» que leur Bonheur se trouvait dans l'aéroport intercontinental, les grandes cités satellites des années 70 et 80, les citernes à mazout et de gaz, l'autoroute, l'industrie pharma et des parfums, les gravières, les démolisseurs... pour ne citer que les principaux.

Voilà, vous avez le décor... ou presque car, à ceci s'ajoute le logement social version PDCn 2030 (Plan directeur cantonal 2030) qui chasse de leur habitat en villa une proportion importante de «Droitiers» et de «Gauchers» mais avec une prédilection pour la Petite Classe Moyenne genevoise qui habite plutôt sur la rive droite.

Pour le Grand-Saconnex, on prévoit la suppression quasi-totale de sa zone villa (environ un quart de son territoire) pour y construire des immeubles sociaux dont les nouveaux habitants seront largement subventionnés et des Coopératives fortement aidées financièrement par l'Etat.

Où iront habiter les habitants chassés ? Forcément dans le canton de Vaud et dans la France voisine puisque la rive gauche de la Petite Classe Moyenne est également visée par la suppression des villas. Ce déménagement hors canton est motivé par le

besoin de retrouver la qualité de vie et la biodiversité qu'offre une zone villa. Si l'on cherche une PPE (propriété par étage) pour se reloger l'offre genevoise n'arrive pas à satisfaire (et de loin) la demande pour des prix à peine moins chers que des villas.

Quand on remplace les villas par des blocs sociaux dits «mixtes» et quasiment pas de PPE, une grande commune genevoise a effectué sa propre étude. Le résultat est édifiant : toutes classes sociales confondues dans une zone de développement, cette population rapporterait un montant par habitant bien insuffisant pour payer tous les équipements et services supplémentaires induits qui n'émargent pas à la taxe d'équipements ou au fonds de solidarités inter-communes. Puis comment financer l'entretien de ces équipements ? Intuitivement on sait qu'une zone villa et une zone industrielle rapportent plus qu'elles ne coûtent... mais encore faut-il en avoir.

Pour revenir au Grand-Saconnex, rappelons que plus de la moitié du territoire communal sert l'aéroport, l'autoroute et Palexpo. Après avoir accueilli récemment plus de 3000 nouveaux habitants dans la zone de développement du Pommier et fait passer sa population à quelque 12000 habitants, le PDC communal soutient encore trois projets de constructions à la place Carantec (environ 300 logements), à la Susette (environ 900 logements) et une zone d'activités et sportive au Pré-du-Stand (notre toute dernière exploitation agricole). La raison de ce soutien est que ces projets ne chassent pas la petite classe moyenne des quartiers de villas ou du village et s'inspirent de l'esprit de mixité à

l'horizontal «à la Genevoise»... rappelons-nous que c'est le PDC qui a contribué à son invention dans les années 60 et qu'aujourd'hui certains urbanistes veulent la remplacer par une mixité à la verticale qui n'a de mixité que le nom.

Le PDCn 2030 chasse les propriétaires de villas pour les remplacer par du logement social à mixité verticale et quasiment sans logements PPE. Ceci va également affecter la forte population résidente saconnésienne qui travaille à l'ONU et agences onusiennes spécialisées. Cette mixité verticale ne leur convient pas, tout comme aux locataires saconnésiens non subventionnés des zones de développement. En effet, il est moins cher d'acheter une maison en France voisine que de devoir payer un loyer non subventionné au dernier étage d'un immeuble en zone de développement avec la vue sur la piste de l'aéroport ou l'autoroute. Aujourd'hui, le Grand-Saconnex accueille 52% d'étrangers, plus de 120 nationalités, un rayonnement culturel incroyable et des revenus dont une bonne part sont dépensés à Genève et pas uniquement en France voisine. Demain... voulons-nous que tout cet argent et cette diversité culturelle soient dépensés ailleurs qu'à Genève ?

Nos autorités cantonales pratiquent la politique du saucisson en remplaçant les petits propriétaires qui habitent à moins de 400 mètres de la piste de l'aéroport et à 50 mètres de l'autoroute, par une population dite «défavorisée». Noyé dans la végétation, le propriétaire d'une petite villa saconnésienne peut supporter le bruit des avions et de l'autoroute toute proche. Par contre nous devons être le seul lieu au monde qui densifions pour du résidentiel le long d'un aéroport international important où l'air y est l'un des plus pollués du canton (voir les cartes statistiques officielles) et où la réverbération du bruit sur les façades des nouveaux immeubles contribuera au «bonheur psychique et physique» des nouveaux habitants, ainsi que des quartiers voisins déjà construits.

Très naïvement, je pensais que le PDCn2030 avait étudié les conséquences humaines et fiscales de l'urbanisation proposée... Et bien j'avais tort ! Pour avoir posé la question à plusieurs magistrats communaux, quasiment aucun ne savait que le Département des Finances peut calculer les revenus fiscaux par petit «carré» de territoire en veillant à ce que les données restent anonymes et ne permettent pas d'identifier les contribuables à titre individuel. Ceci signifie que le canton, avec l'aval de nos députés, va mettre en action un plan directeur 2030 qui n'a pas étudié les conséquences fiscales du remplacement d'une population par une autre. Autre question fiscale qui n'a probablement pas été intégrée dans le PDCn2030: qu'arrivera-t-il quand notre système fiscal sera adapté pour que la perception s'effectue au lieu de résidence comme en Europe? La Ville de Genève, Lancy, Vernier et Meyrin, par exemples pourront déposer leur bilan car elles feront faillite compte tenu du type de population qui vit sur leur territoire ?

—

Finalement l'Urbanisme ne se fait pas à coups de crayons de couleur et il manque à Genève un observatoire où les données socio-culturelles et financières communales et cantonales seraient partagées en temps réel afin de pouvoir planifier les développements et équipements nécessaires. On y intégrerait également les conséquences humaines car il ne suffit pas de prétendre qu'un propriétaire de villa est un être égoïste puisqu'à sa place on pourrait empiler plus de personnes.

Revenons à l'intérêt général et la préservation de la petite classe moyenne qui compose une bonne partie de l'électorat PDC sur nos deux rives. Les solutions sont simples :

- 1_ Ecoutons les communes et leurs habitants pour une urbanisation concertée. Notre nouvelle constitution fait des communes un simple élément décoratif dans le paysage politique genevois... et on s'étonne après qu'il y ait des blocages.
- 2_ **Lançons sans tarder le PAV** (Praille Acacias Vernets: deux logements pour un emploi) et deux importants propriétaires privés sont prêts à construire **plusieurs milliers de logements**. Mais le dogmatisme des partis politiques (uniquement la gauche et les Verts?) préfèrent sacrifier la petite classe moyenne de nos quartiers bourgeois et continuer d'affirmer depuis maintenant plus de 15 ans que le PAV n'est pas réalisable en raison des entreprises sur place.
- 3_ **Donnons le pouvoir d'urbanisation pour le PAV aux entreprises superficielles de l'Etat, aux deux gros propriétaires privés mentionnés ci-dessus et aux communes concernées**, et l'on trouvera très vite des solutions et les constructions démarreront. J'oubliais... le plus gros problème politique du PAV pour la gauche est que, pour financer ces constructions et les déménagements/relogements des entreprises, la PPE est indispensable... et la PPE, c'est donner au Citoyen la possibilité de se responsabiliser et payer son logement souvent moins cher qu'une location !?!

En conclusion vous aurez compris qu'aussi bien les «Droitiers» que les «Gauchers» appartenant à la petite classe moyenne des propriétaires n'existeront bientôt plus à Genève puisqu'ils auront été forcés de s'exiler ailleurs et... pour le bonheur d'autres autorités fiscales qui leur accorderont l'asile économique.

Qui disait que la Politique... c'était prévoir?

Guy GIROD
Président Association PDC Grand-Saconnex



LE PDC-VERSOIX MILITE POUR UN AMÉNAGEMENT HANDI-PLAGE À CHOISEUL

Cette année, comme toutes les autres, à Versoix la plage n'est pas accessible aux personnes à mobilité réduite, particulièrement pour les personnes en fauteuils roulants.

A part la plage d'Hermance qui s'est équipée l'année dernière, aucun accès au lac nous est favorable dans notre région pourtant si belle.

Il y a plus d'une année le PDC Versoix a défendu au Conseil Municipal une résolution intitulée «accessibilité pour tous». Les démarches ont été initiées par le Conseil administratif concernant divers projets relatifs à l'urbanisme, les bâtiments, et les travaux sur le domaine public. Des contacts ont aussi été pris avec l'association HAU (Handicap Architecture Urbanisme) qui œuvre pour parvenir à une cité sans obstacles pour les personnes à mobilité réduite.

Vu que notre ville abrite des établissements pour personnes âgées et handicapées j'ai proposé au sein du groupe PDC Versoix de faire une plage «handi» à Choiseul avec un accès à l'eau équipé d'une rampe et 2 barres parallèles ainsi qu'un acheminement pour faciliter l'accès des fauteuils roulants et quelques transats.

Ce beau projet fera beaucoup d'heureux car bon nombre de personnes dans mon cas ne voient hélas, pour l'instant, cette belle plage que de loin. Il est donc important de lutter contre les obstacles qui gênent et entravent le déplacement des personnes à mobilité réduite.

«Ensemble avec la section communale du PDC construisons l'avenir de Versoix pour créer un avenir accessible à toutes et tous»

*Djamel Bourbala
Membre du PDC Versoix
Membre du comité du club
en fauteuil roulant de Genève.*



**Venez nous trouver,
on va vous faire
des imprimés de qualité!**

Av. des Grandes-Communes 27 - 1213 Onex
Tél. 022 771 23 23 - Fax 022 771 41 12
E-mail: imp.ripari@bluewin.ch

BOSSON

Ch. de la Bâtonne 8
CH - 1227 Ecublens
Tél. 022 942 89 08
Fax: 022 943 14 41
Mail: info@bosson.ch
Web: www.bosson.ch

ST CRUPPERAU MAZOUT

**La chaleur
sous toutes ses formes**

Mazout, diesel, carburants,
stations service 24/24, charbon,
bois de chauffage, charbon de bois,
gaz, location de grilles/boilers,
révision de citernes.

BOCCARD PARCS et JARDINS SA

Une force de la nature.

Route de la Croix-en-Champagne 6 - La Petite-Grave - 1236 Cartigny
Tél. 022 798 43 43 - Fax 022 791 05 52



Gestion immobilière
Fribourgeoise

Barthélémy Roch

Barthélémy Roch

26, route de Pré-Marsais
1283 Barmax
Tél. 022 550 00 15
Fax 022 550 00 16
roch.barthelemy@bluewin.ch



Edouard BRUN & Cie S.A.

Agence immobilière

La dimension humaine

Rue Sillem 6 - CH-1211 Genève 6 - Tél. 022 718 19 60 - www.regiebrun.ch

Le bonheur d'une naissance

Clinique des Grangettes
Genève